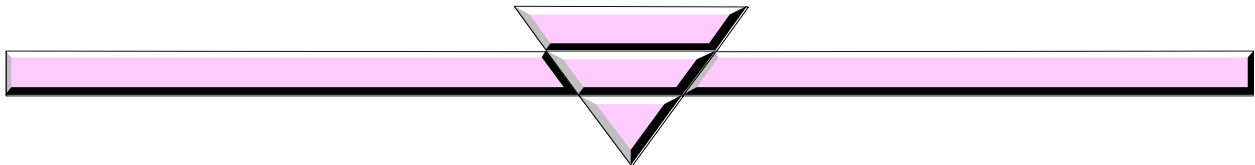


MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Ministère de la Justice
Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris
Département des Affaires Immobilières
3, avenue de la Division Leclerc
B.P. 103
94267 FRESNES CEDEX
Tél: 01 46 15 93 17



**CONCEPTION-CONSTRUCTION-AMENAGEMENT POUR
LA REHABILITATION ET L'EXTENSION DES RESEAUX DE
FILINS ANTIHELICOPTERES
ACCORD-CADRE**

Règlement de la consultation

Date et heure limites de réception des offres

3 février 2021 à 12 heures 00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

PROLOGUE : CLAUSES DE SURETE	4
ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 – PROCEDURE DE CONSULTATION	5
1.3 – DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	6
1.4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION	6
1.5 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	7
1.6 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	8
2.1 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION	8
2.2 – PERIMETRE DE LA CONSULTATION	8
2.3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
2.4 – PRIX	9
2.5 – MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	9
2.6 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	9
2.7 – EXCLUSIONS A L'APPRECIATION DE L'ACHETEUR	9
ARTICLE 3 : INTERVENANTS	9
3.1 – ASSISTANT TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE	9
3.2 – CONTROLE TECHNIQUE	10
3.3 – SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	10
ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION	10
4.1 – CONTENU DU DOSSIER	10
4.2 – MODALITES DE MISE A DISPOSITION	11
4.3 – MODIFICATION DU DOSSIER	11
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
5.1 – GENERALITES	11
5.2 – PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	11
5.3 – PRESENTATION DE L'OFFRE	13
ARTICLE 6 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
6.1 – GENERALITES	13
6.2 – LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS	13
6.3 – VERIFICATION DES CANDIDATURES	14
6.4 – ANALYSE DES CANDIDATURES	14
6.5 – EXAMEN DES OFFRES	14
6.6 – FIN DE LA PROCEDURE, ATTRIBUTION	16
6.7 – PRIME	17
ARTICLE 7 : CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	17

7.1 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES PLIS	17
7.2 – COPIE DE SAUVEGARDE	18
<u>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>19</u>
8.1 – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	19
8.2 – VISITES SUR SITES ET, OU CONSULTATIONS SUR PLACE	19
8.3 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS	20

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Prologue : Clauses de sûreté

Les documents transmis par le Pouvoir adjudicateur dans le cadre de cette mise en concurrence (pièces, plans...) ne pourront en aucun cas être transmis, publiés ou photocopiés par les candidats et le Titulaire.

Ils doivent être immédiatement détruits par les candidats non retenus à la suite de la notification de la décision du représentant du Pouvoir adjudicateur de ne pas les retenir. De même, ils devront être immédiatement détruits par le Titulaire de l'accord-cadre au terme des garanties qui lui incombent.

A titre de rappel, l'article 434-35 du code pénal dispose :

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques en dehors des cas autorisés par les règlements.

Est puni des mêmes peines le fait, pour une personne se trouvant à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire ou d'un établissement de santé habilité à recevoir des détenus, de communiquer avec une personne détenue à l'intérieur de l'un de ces établissements, y compris par la voie des communications électroniques, hors les cas où cette communication est autorisée en application de l'article 145-4 du code de procédure pénale ou des articles 39 et 40 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et réalisée par les moyens autorisés par l'administration pénitentiaire.

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus. »

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation concerne la passation de l'**accord-cadre de conception-construction-aménagement pour la réhabilitation et l'extension des filins antihélicoptères**.

La DISP de Paris souhaite pouvoir répondre de manière efficace à son besoin récurrent d'intervention sur les réseaux de filins antihélicoptères déployés dans l'ensemble des établissements dont elle a la responsabilité. Ces sites sont listés dans les pièces de l'accord-cadre.

Les opérations menées sur les établissements nécessiteront, de la part du Titulaire :

- La conception des ouvrages
- La réalisation des travaux de construction, qu'il s'agisse d'une création, d'une extension ou d'une rénovation de réseau de filins
- Les aménagements provisoires, transitoires ou complémentaires rendus nécessaires par les travaux, qui pourront porter notamment sur la sûreté du site (vidéosurveillance, éclairage, systèmes de sécurisation actifs et passifs)

L'attention des candidats est attirée sur les points fondamentaux qui doivent les guider dans l'élaboration de leur offre puis tout au long de l'exécution des prestations fondées sur cet accord-cadre. Ils devront tout particulièrement prendre en compte les points suivants :

- La prise en compte dans tous les aspects des prestations (prix, délai, qualité) des conditions d'intervention en site pénitentiaire occupé
- La communication et l'interface avec l'Etablissement et, éventuellement, le gestionnaire du site pénitentiaire
- La prise en compte des exigences pénitentiaires, notamment celles du Département Sûreté et Détention, relatives à la sûreté lors de l'exécution des travaux et sur les ouvrages terminés
- La prise en compte des diagnostics et la prise de risque associée, ainsi qu'éventuellement la réalisation des diagnostics que le Titulaire jugerait nécessaire à l'élaboration de ses prestations
- La nature du contrat : accord-cadre de conception-construction-aménagement ; ce qui implique :
 - La capacité à répondre sur l'ensemble des sites de la DISP
 - La responsabilité complète du Titulaire tant sur la conception que sur la réalisation des travaux et aménagements
- La réalisation d'une clause d'insertion

Lieu d'exécution des prestations :

Ensemble des sites dépendant de la DISP, selon la mission

Certaines des réunions auront également lieu dans les locaux de la DISP :

DISP de Paris
3, avenue de la Division Leclerc
94260 Fresnes

Les candidats sont informés qu'il est envisagé de confier huit marchés subséquents fondés sur cet accord-cadre, chaque marché subséquent correspondant à un établissement pénitentiaire, à une fréquence de deux par an.

Toutefois, l'essence de l'accord-cadre étant de permettre à l'acheteur de disposer d'un outil contractuel efficace pour répondre à la survenance du besoin, cet accord-cadre sera conclu sans minimum ni maximum. Les marchés subséquents pourront être plus ou moins nombreux.

Dans le cas où le Titulaire de l'accord-cadre ne serait pas en mesure d'honorer un marché subséquent, l'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché hors accord-cadre. L'accord-cadre demeure néanmoins le véhicule prioritaire pour la réalisation du type de prestations se rattachant à son objet.

1.2 – Procédure de consultation

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure formalisée conformément à l'article L2124-2 du code de la commande publique, sous forme d'un appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures (R2161-4).

La consultation porte sur l'attribution de l'accord-cadre. Le ou les marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre seront attribués dans les conditions prévues par l'accord-cadre. La consultation n'emporte pas l'attribution de marché subséquent.

1.3 – Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, l'accord-cadre portant sur un marché global sectoriel au sens du 3° de l'article L2171-4 du Code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de tranche optionnelle dans l'accord-cadre.

Les marchés subséquents pourront comporter toutefois des tranches optionnelles.

1.4 – Conditions de participation à la consultation

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidat individuellement ou sous forme de groupement d'opérateurs économiques.

En vertu de l'article R2142-22 du Code de la commande publique, pour l'exécution du marché, si le candidat retenu est un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la DISP, compte tenu des contraintes particulières du marché.

Les candidats ne pourront pas présenter plusieurs offres en agissant comme mandataire de plusieurs groupements. De plus, les candidats ne pourront pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'ensemble des candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas sera éliminé ainsi que le ou les groupements dont ils faisaient partie.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et leur montant dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

La Maîtrise d'œuvre sera intégrée au groupement du candidat. **Elle sera obligatoirement identifiée au sein du groupement**, selon l'exigence de l'article L2171-7.

Au sens des articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la commande publique, il est demandé au candidat de répondre aux conditions de participation suivantes :

- S'il souhaite justifier qu'il dispose des capacités d'autres opérateurs pour l'exécution du marché, le candidat produit :
 - Pour chaque sous-traitant, un dossier complet incluant une déclaration de sous-traitance.
 - Pour une autre forme de liaison, quel que soit la nature juridique du lien qui unit le candidat à ces opérateurs, un dossier complet incluant **un engagement écrit** de mise à disposition des moyens.
- Il doit idéalement disposer des qualifications suivantes ou équivalentes :
 - Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) – profil concepteur
 - Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) – profil encadrant.
- Il n'est pas exigé de chiffre d'affaires annuel minimal.

- Il doit impérativement (niveau minimal de capacité au sens de l'article R2142-2 du Code de la commande publique) disposer des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution de la mission :
 - Conception technique en relation avec les prestations attendues (gros-œuvre, métallerie).
 - Entreprise de travaux (gros-œuvre, métallerie).
 - Organisation, pilotage, coordination de travaux.
- Il doit attester d'expériences sur des opérations :
 - En milieu sécurisé (site pénitentiaire, justice et intérieur, banque, armée, nucléaire, industrie à haut niveau de sécurité...).
 - En site occupé.
 - Imposant des dispositions transitoires et provisoires.
- Il devra disposer au minimum de deux personnes rassemblant les compétences exigées par la mission qui seront chargées de la direction de l'exécution des prestations et dont il précisera l'identité (nom et qualifications professionnelles) dans son offre selon la possibilité offerte par l'article R2142-13 du Code de la commande publique.

1.5 – Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<u>Classification principale</u>	<u>Classification complémentaire</u>
Travaux de construction (45000000)	
	Services d'ingénierie. (71300000)
	Services de conduite de chantier (71521000)

1.6 – Organisation de la consultation

La procédure retenue (appel d'offres ouvert) ne permet pas la négociation.

Il est envisagé d'organiser la consultation comme suit :

- Réception et ouverture des plis contenant candidatures et offres.
- Vérification et analyse des candidatures.
- Analyse des offres.
- Attribution du marché.

Il est rappelé que le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures (R2161-4 du Code de la commande publique).

Il est rappelé que la consultation porte sur l'attribution du seul accord-cadre.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 – Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution

L'accord-cadre est passé pour une durée de 4 ans (48 mois) à compter de sa notification.

Date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre : mars 2021.

2.2 – Périmètre de la consultation

2.2.1 – Variantes

Au titre de la réponse à l'accord-cadre, les candidats devront impérativement répondre à l'offre de base. Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées. Il n'est pas prévu de variante imposée.

Des variantes pourront être proposées par le titulaire ou imposées par l'acheteur lors de la passation des marchés subséquents.

2.2.2 – Prestations supplémentaires éventuelles

Au titre de la réponse à l'accord-cadre, aucune prestation supplémentaire éventuelle, obligatoire ou facultative, n'est demandée par l'acheteur.

Des prestations supplémentaires éventuelles, obligatoires ou facultatives, pourront être demandées par l'acheteur lors de la passation des marchés subséquents.

2.2.3 – Options (Conseil d'Etat, 15 juin 2007, 299391, Ministre de la Défense)

La personne publique se réserve la possibilité de passer un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre (considéré comme étant alors le marché initial) en vertu de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Il pourra s'agir de conception-construction-aménagement pour la sécurisation d'établissements pénitentiaires dépendant de la DISP.

2.2.4 – Modalités spécifiques à l'accord-cadre

L'accord-cadre :

- Est un accord-cadre monoattributaire.
- Est passé sans minimum ni maximum.
- Conformément aux dispositions aux articles R2162-1 à R2162-12 du Code de la commande publique, l'accord-cadre s'exécutera par des marchés subséquents.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 – Prix

La passation de l'accord-cadre n'emporte aucune rémunération pour lui-même.

Les marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre seront passés à prix global et forfaitaire. Les prix seront actualisables au démarrage du marché subséquent, établis sur la base des prix unitaires remis pour l'offre pour l'accord-cadre.

2.5 – Mode de règlement et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur le budget investissement de la Direction interrégionale, Titre V.

Les demandes de paiement devront respecter le formalisme imposé par le DAI. Les sommes dues au ou aux titulaires du marché et leur ou leurs sous-traitants directs éventuels, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes par le titulaire ou le MOE. Règlement par virement administratif selon les règles de la Comptabilité Publique par la DDFIP de l'Essonne.

Les demandes de paiement devront être transmises par voie dématérialisée via l'application CHORUS PRO.

Les modalités de versement de l'avance des marchés subséquents sont définies au CCAP de l'accord-cadre. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières du marché subséquent, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement du marché subséquent concerné.

Aucune facture d'avance ne doit être fournie.

2.6 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article R2113-8 du Code de la commande publique. Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R2113-7 et R2113-8 du Code de la commande publique.

2.7 – Exclusions à l'appréciation de l'acheteur

Outre les cas d'exclusion de plein droit listés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de mettre en œuvre les dispositions des articles L2141-7 à L2141-10, conformément à la procédure prévue à l'article L2141-11.

Article 3 : Intervenants

3.1 – Assistant technique à Maîtrise d'ouvrage

Les prestations du Titulaire de l'accord-cadre seront contrôlées par un assistant technique à MPOU (ATMO) qui aura à sa charge certaines missions relevant usuellement de la Maîtrise d'œuvre dans le CCAG Travaux : ordres de service, constats, pénalités, assistance aux opérations de réception.

Toutefois, cet intervenant ne dispose d'aucune mission relevant de la conception. Les actions de l'ATMO ne peuvent être considérées comme une immixtion de la Maîtrise d'ouvrage dans la Maîtrise d'œuvre interne du groupement de conception-construction-aménagement. Le Titulaire conservera la responsabilité pleine et entière de sa conception et de l'exécution de ses prestations.

3.2 – Contrôle technique

Un contrôleur technique sera désigné ultérieurement pour les travaux. La mission du contrôleur technique comprendra à minima les missions de base (L+S), ainsi qu'une série de missions complémentaires et de missions spécifiques à l'exécution d'un marché global sectoriel, compléments définis conjointement avec l'ATMO.

Il sera mis en place lors de la passation des marchés subséquents.

3.3 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Un coordinateur SPS sera désigné ultérieurement pour cette opération. La mission du CSPS correspondra à un chantier de catégorie 1 ou 2, avec missions complémentaires spécifiques à la passation d'un marché global sectoriel, à définir conjointement avec l'ATMO.

Il sera mis en place lors de la passation des marchés subséquents.

Article 4 : Dossier de consultation

4.1 – Contenu du dossier

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Les pièces relatives à la consultation :
 - Le présent règlement de consultation
 - Les pièces nécessaires à l'établissement de l'offre pour le « chantier test » :
 - Le cadre d'Acte d'engagement pour le chantier test (AE-CT).
 - Le Cahier des clauses administratives et d'études particulières pour le chantier test (CCAEP-CT) et ses annexes.
 - Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire des prestations intellectuelles pour le chantier test (DPGFPI-CT).
 - Le cadre de Décomposition du prix global et forfaitaire des travaux pour le chantier test (DPGFT-CT).
 - Le Programme technique détaillé du chantier test (PTD-CT) et ses annexes.
- Les pièces relatives au projet d'accord-cadre :
 - Le cadre d'Acte d'engagement pour l'accord-cadre (AE-AC) et ses annexes :
 - Le cadre de Bordereau des prix unitaires des prestations intellectuelles pour l'accord-cadre (BPUPI-AC).
 - Le cadre de Bordereau de prix unitaires pour les travaux de l'accord-cadre (BPUT-AC).
 - L'annexe relative à la clause d'insertion.
 - Le modèle d'engagement de confidentialité.
 - Le Cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre (CCAP-AC) et ses annexes.
 - Annexe n° 1 – « Liste des établissements ».
 - Annexe n° 2 – « Contraintes d'accès aux établissements pénitentiaires ».
 - Annexe n° 3 – « Clause d'insertion ».
 - Le Cahier des clauses techniques d'études de l'accord-cadre (CCTE-AC).

- Le Programme technique détaillé de l'accord-cadre (PTD-AC).

4.2 – Modalités de mise à disposition

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Lors du téléchargement ou du retrait du dossier, il est recommandé aux candidats d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement ou du retrait du dossier, ainsi qu'une adresse électronique, permettant au pouvoir adjudicateur d'établir, le cas échéant et de façon certaine, une correspondance électronique avec le candidat afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

Toute modification du dossier de consultation fera l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement ou du retrait du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

Aucun dossier ne sera transmis par messagerie électronique.

4.3 – Modification du dossier

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation jusqu'à huit (8) jours avant la date limite de réponse. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

5.1 – Généralités

Les pièces des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Si les pièces des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté lorsqu'il s'agit de certificats et attestations ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans le pli.

Les prix et montants exprimés en euros. Aucune autre devise n'est acceptée.

L'organisation et le format de remise des plis sont précisés au §7.1 du présent.

5.2 – Présentation de la candidature

Les formulaires DC cités ci-dessous sont à jour et disponibles en ligne sur le site :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

Par application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature au moyen d'un DUME. Il veillera dans ce cas à fournir les documents sous deux formats, XML et PDF.

A l'appui de sa candidature, le candidat devra fournir les documents ou renseignements suivants :

Pour ce qui est des renseignements concernant la situation juridique du candidat :

1- Un formulaire DC1, un formulaire DUME ou la ou les lettre de candidature sous forme libre présentant le candidat ou le groupement candidat, mentionnant s'il se présente seul ou en groupement et dans ce dernier cas faisant apparaître les membres du groupement, et attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles aux articles L2141-1 à L2141-5 ou facultatives aux articles L2141-7 à L2141-10 du Code de la commande publique.

Pour ce qui est des renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat, tels que prévus aux articles R2142-1 et suivants du Code de la commande publique, pour chaque membre de l'équipe :

2- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et la part du chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

3- Les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

Pour ce qui est des renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles tels que prévus aux articles R2142-13 et suivants du Code de la commande publique, pour chaque membre de l'équipe :

4- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

5- Une liste des principaux travaux et services fournis au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. **Cette liste, globale pour le candidat, devra présenter en quoi les références présentées attestent de la capacité du candidat à réaliser les missions prévues, notamment en regard des capacités attendues à l'article 1.4 du présent règlement de consultation. Pour chacune des trois capacités exigées, le candidat présentera les cinq références qu'il jugera les plus pertinentes au vu de l'objet de la consultation.**

6- L'indication des titres d'études et professionnels des cadres, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

7- La description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique.

8- Le cas échéant, des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (France ou Union européenne) ; l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent.

Pour justifier de la situation juridique, des capacités professionnelles et techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.3 – Présentation de l'offre

Pour présenter son offre, le candidat fournira les documents suivants, dûment complétés, dans deux dossiers séparés mais remis simultanément :

Pour ce qui est du projet d'accord-cadre :

- 1) L'Acte d'engagement de l'accord-cadre (AE-AC) et ses annexes : cadre fourni à compléter par les personnes habilitées à engager la ou les sociétés ayant vocation à être titulaires de l'accord-cadre.
- 2) Le Bordereau de prix unitaires de l'accord-cadre (BPU-AC) : cadre fourni, complété.
- 3) L'engagement de confidentialité signé (un pour chaque membre de l'équipe).

Pour ce qui est de la réponse au chantier test :

Chaque candidat produira un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces et informations figurant au §2 du CCTE de l'accord-cadre « Liste des pièces demandées avec l'offre ». Il est rappelé que le dossier d'offre doit correspondre à un niveau APS, et permettre au candidat de s'engager à titre global et forfaitaire ainsi que sur le délai.

NB : les autres pièces du dossier de consultation n'ont pas à être transmises dans l'offre, la signature de l'acte d'engagement emportera acceptation de l'intégralité des pièces du projet d'accord-cadre.

Il est en outre rappelé (cf. §2.2.1 du présent) qu'aucune variante n'est autorisée.

Article 6 : Examen des candidatures et des offres

6.1 – Généralités

Conformément à la législation française, l'ouverture des plis n'est pas publique.

L'examen des candidatures est effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les candidats sont informés que l'examen des plis pourra donner lieu à une rematérialisation partielle mais non systématique des documents transmis.

Il est rappelé que le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures (R2161-4 du Code de la commande publique).

6.2 – Limitation du nombre de candidats

Il n'est pas prévu de limitation du nombre de candidats.

6.3 – Vérification des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, en application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, s'il est constaté que des pièces de la candidature visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans le délai qui sera fixé.

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, le représentant du Pouvoir adjudicateur déclarera irrecevables et éliminera les candidats qui entrent dans un des cas d'interdiction de soumissionner, qui ne produisent pas les pièces exigées, ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles et techniques, ou économiques et financières pour exécuter les prestations concernées.

Les candidatures ne présentant pas les justificatifs afférents aux niveaux minimaux de capacité mentionnés à l'article 1.4 (notamment l'absence de compétences requises) seront déclarées irrecevables et ne seront pas analysées.

6.4 – Analyse des candidatures

Les candidatures ont été analysées selon le critère objectif et non discriminatoire suivant :

Critère unique : Capacités techniques et professionnelles appréciées au regard des moyens techniques et humains et des références présentées par les candidats pour la conception-construction-aménagement de projets réalisés en marché global en milieu sécurisé et en site occupé.

6.5 – Examen des offres

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères indiqués ci-dessous :

N°	Critère	Pondération
1	Coût global	30 %
2	Délais et moyens mis en œuvre pour les respecter	35 %
3	Méthodologie d'exécution et prise en compte de l'intervention et des contraintes en milieu pénitentiaire	30 %
4	Part d'exécution du marché que le soumissionnaire s'engage à confier à des PME ou à des artisans	5 %

Une offre irrégulière, inacceptable ou inappropriée n'est pas notée.

Au titre de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur peut toutefois autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser une offre irrégulière dans un délai ne pouvant excéder 7 jours ; la régularisation ne pourra avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Jugement du critère 1

Le critère 1 est jugé à partir du montant figurant à l'acte d'engagement du chantier test (AE-CT). Ce coût global est détaillé dans la DPGF-CT, elle-même établie sur la base du Bordereau de prix unitaires de l'accord-cadre (BPU-AC). L'offre moins disante se voit attribuer le maximum de % pour le critère, soit 30 %.

Les autres offres seront notées de la façon suivante : $30 \% \times \text{coût global de l'offre moins disante} / \text{coût global de l'offre du candidat}$.

Nota : offre anormalement basse

Ceci vaut une fois les offres anormalement basses écartées selon les dispositions du Code de la commande publique prévues sur ce point.

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique et dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, le candidat devra être en mesure de fournir au Pouvoir adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre globale ou sur certains prix unitaires ou forfaitaires et, ou sur le montant de la part sous-traitée, pour lui permettre d'apprécier si l'offre proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché. En cas d'absence d'information, ou si les informations fournies ne sont pas de nature à justifier le prix du candidat, l'offre sera rejetée par décision motivée.

Jugement des critères 2 et 3

Lors de l'analyse des offres, les critères 2 et 3 sont évalués au regard des pièces remises par le candidat selon la demande formulée au §5.3 du présent règlement de consultation.

Chaque candidat recevra une évaluation chiffrée selon le barème suivant :

	Evaluation
Proposition très satisfaisante, standard très élevé	5
Proposition satisfaisante, standard élevé	4
Proposition correcte, présence de quelques observations mineures	3
Proposition acceptable mais présence d'observations	2
Proposition peu satisfaisante	1

Des évaluations chiffrées intermédiaires et des demi-points peuvent être attribués pour affiner le jugement de l'item. L'évaluation chiffrée maximale pour chacun de ces items est donc de 5 points, l'évaluation maximale est donc de 5 points pour chacun de ces critères.

Les offres remises seront notées de la façon suivante :

- Note du candidat pour le critère 2 = $35 \% \times \text{Evaluation chiffrée du candidat pour ce critère} / \text{Evaluation chiffrée maximale reçue sur ce critère}$.
- Note du candidat pour le critère 3 = $30 \% \times \text{Evaluation chiffrée du candidat pour ce critère} / \text{Evaluation chiffrée maximale reçue sur ce critère}$.

Jugement du critère 4

Le critère 4 est jugé à partir de la part d'exécution de l'accord-cadre (en %) que le soumissionnaire s'engage à confier à des PME ou à des artisans figurant à l'acte d'engagement de l'accord-cadre (AE-AC).

L'offre présentant la part la plus importante se voit attribuer le maximum de % pour le critère, soit 5 %.

Les autres offres seront notées de la façon suivante : $5\% \times \text{part de l'offre du candidat} / \text{part la plus haute parmi les offres}$. Toutefois, dans l'éventualité où le candidat prévoit une part inférieure au minimum figurant au CCAP-AC, la note obtient 0 % sur ce critère.

6.6 – Fin de la procédure, attribution

À tout moment, l'acheteur pourra ne pas donner suite à la procédure conformément à l'article R2185-1 du Code de la commande publique.

Les offres régulières, acceptables et appropriées sont classées en application des critères et selon la méthode d'évaluation décrite à l'article 6.5.

Le candidat dont l'offre est classée première est pressenti pour être attributaire du marché. Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

L'attributaire pressenti est tenu de fournir dans un délai raisonnable les pièces justificatives suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 et Aux 1° et 3° de l'article L.2141-4.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-2 du CCP.
La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au code de la commande publique.
Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- Un extrait du registre pertinent tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion comme prévue suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3 du CCP.
- Le cas échéant, si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Par application de l'article R.2142-12 du code de la commande publique, un justificatif relatif à l'assurance décennale – garanties constructeurs.

Si l'équipe candidate retenue est un groupement d'entreprises, cette demande sera adressée au mandataire du groupement, qui devra faire parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur les justificatifs de tous les cotraitants et sous-traitants.

Lorsque les documents ne sont pas rédigés en français, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si les justificatifs ne sont pas produits dans le délai imparti ou en cas d'irrecevabilité de la candidature éventuellement après demande de complément restée sans réponse, l'offre du candidat est alors rejetée. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Les candidats évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles R. 2181-3 du R. 2181-4 du Code de la commande publique.

Il est possible, en cas d'accord du candidat retenu, de procéder à une mise au point du marché avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

6.7 – Prime

Les candidats non retenus ayant remis une offre reçoivent une prime d'un montant de 10 000,00 euros HT.

Cette prime pourra être réduite ou non versée dans le cas où la qualité de l'offre est insuffisante au regard des exigences des documents de la consultation, ou en cas d'offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable.

- Critère 1 : « Absence de pièce / document incomplet et/ou inutilisable »
Chaque document manquant, incomplet ou inutilisable entraînera un abattement de 1 000 € HT dans la limite de 50 % de la prime.
- Critère 2 : « Qualité du document »
Chaque document dont la qualité est jugée moyenne fera l'objet d'un abattement de 500 € HT dans la limite de 50 % de la prime.

Le montant de la prime de l'attributaire est inclus dans le montant du marché.

Article 7 : Conditions de remise des plis

7.1 – Transmission électronique des plis

Le pli contenant la candidature et l'offre doit être déposé par voie électronique uniquement, à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception (horodatage) et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (UTC+01:00, heure d'hiver) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Dans le cas où un même opérateur économique remet plusieurs plis successifs, seul le dernier pli arrivé est ouvert, étant considéré qu'un envoi en plusieurs plis est interdit.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont celles exigées aux §5.2 et 5.3 du présent. Chaque document demandé doit faire l'objet d'un fichier séparé parfaitement identifié par son nom. Ces fichiers doivent être rangés dans des répertoires correspondant aux dossiers et rubriques.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .doc ou .docx (Word) ; .xls ou .xlsx (Excel) ; .pdf (Acrobat Reader) ; .zip (Winzip) ; .ppt (PowerPoint). Les fichiers PDF fournis ne doivent pas être des scans et doivent autoriser des recherches informatiques de texte dans le fichier. Les fichiers des DPGF devront être rendus à la fois aux formats Excel et PDF.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, l'opérateur économique est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

7.2 – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde, transmise dans les mêmes délais. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli cacheté portant les mentions :

<p>COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p>Conception-construction-aménagement pour la réhabilitation et l'extension des filins antihélicoptères – Accord-cadre</p> <p>NE PAS OUVRIR</p>
--

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, sur support numérique uniquement, l'ensemble des pièces attendues au titre de l'offre, aux formats acceptés supra.

La copie de sauvegarde est remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la Poste, par pli recommandé avec avis de réception postal. Elle doit être envoyée ou remise à l'adresse suivante :

DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE PARIS

Département des Affaires Immobilières

3, avenue de la Division Leclerc - B.P. 103

94267 FRESNES CEDEX

Correspondant à la réception des plis : Mr CAILLAT Etienne

Horaires d'ouverture de l'accueil des plis :

Du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 - 14h00 à 16h00

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée ne sera pas pris en compte.

Article 8 : Renseignements complémentaires

8.1 – Demandes de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir, au plus tard **10 jours ouvrés** avant la date limite de réception des plis, une demande écrite par le biais du profil d'acheteur à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Dans le cas où la question est transmise passée ce délai, la Maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas répondre.

Avant de pouvoir poser une question, les soumissionnaires doivent :

- accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme,
- renseigner leur identité.

Nota Bene : les personnes posant une question seront particulièrement attentives à bien renseigner le champ « e-mail » dans la mesure où cette adresse sera utilisée pour répondre aux questions.

Il devra préciser s'il autorise la Maîtrise d'ouvrage à diffuser la question et la réponse à l'ensemble des soumissionnaires. En l'absence de mention spécifique, l'acheteur considérera qu'il peut diffuser la réponse à l'ensemble des soumissionnaires. Dans le cas où le soumissionnaire refuse que la réponse soit diffusée à l'ensemble des soumissionnaires, la Maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas répondre.

La question, rendue anonyme, et la réponse seront alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours au plus tard** avant la date limite de réception des offres.

8.2 – Visites sur sites et, ou consultations sur place

Dans le cadre de cette consultation, une visite de site est obligatoire. Ces visites auront lieu le vendredi 8 janvier, vendredi 15 janvier, vendredi 22 janvier et vendredi 29 janvier 2021. A cet effet, les candidats veilleront à solliciter un rendez-vous en prévoyant un délai d'une semaine en prenant attache auprès de :

Mr ESELINE Orphée
E-mail : orphee.eseline@justice.fr

Téléphone : 01 87 36 75 41 – Portable : 06.10.71.44.63

Les personnes effectuant cette visite devront envoyer une copie de leur carte d'identité à la personne désignée ci-dessus. Par ailleurs, il est rappelé que toute personne amenée à travailler sur un site pénitentiaire doit justifier d'un bulletin B2 vierge sur son casier judiciaire. Afin d'anticiper cette vérification, les candidats sont invités à fournir une copie de la carte d'identité de toutes les personnes susceptibles de se rendre sur le chantier lors du dépôt de leur offre.

A l'issue de cette visite :

- les candidats se verront remettre l'attestation de visite contre signature ;
- les candidats devront prévoir un port USB pour la remise des plans contre signature de l'engagement de confidentialité joint au dossier de consultation ;

L'offre des candidats n'ayant pas effectué cette visite obligatoire sera jugée comme étant irrégulière. Elle sera écartée sans avoir été notée et classée.

8.3 – Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Paris,
7, rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04
Tél : 01 44 59 44 00 – courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr – Fax : 01 44 59 46 46
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 à L551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L551-13 à L551-23 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du même code.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R421-7 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.